

SCT 21 - Contribution de la France

Aspects techniques et procéduraux de l'enregistrement des marques de certification et des marques collectives

En France, les marques collectives sont régies plus particulièrement par le chapitre V du livre 7^{ème} du Code de la propriété intellectuelle (CPI). Le Code consacre dans sa partie législative trois articles propres aux marques collectives (art. L.715-1 à L. 715-3 CPI) ainsi que deux articles dans sa partie réglementaire (art. R. 715-1 et art. R. 715-2).

Le Code distingue deux types de marques collectives : les marques collectives dites simples et les marques collectives de certification. Ces deux types de marques répondent à des définitions et des régimes juridiques différents.

1. Marque collective simple

Il s'agit d'une marque qui « *peut être exploitée par toute personne respectant un règlement d'usage établi par le titulaire de l'enregistrement* » selon l'article L. 715-1 CPI.

La marque collective simple permet d'indiquer que les produits ou services qu'elle couvre proviennent de professionnels appartenant à un même groupement. Elle est donc un simple signe distinctif comme la marque individuelle, si ce n'est qu'elle donne lieu à l'établissement d'un règlement d'usage. Les conditions d'enregistrement de la marque collective simple sont donc régies par le droit commun des marques.

Régime juridique de l'enregistrement de la marque collective simple :

- elle peut être déposée par toute personne physique ou morale ;
- son dépôt ne s'accompagne d'aucune indication particulière, la marque collective ne se différenciant de la marque simple que par son mode d'exploitation collectif ; le règlement d'usage peut être inscrit au registre national des marques à des fins de publication, mais il n'est pas nécessaire de le déposer en même temps que la demande de marque ;
- elle est soumise à toutes les conditions de validité des marques individuelles, et notamment à la distinctivité du signe.

2. Marque collective de certification

Il s'agit de la marque qui est appliquée « *au produit ou au service qui présente notamment, quant à sa nature, ses propriétés ou ses qualités, des caractères précisés dans son règlement* » selon l'article L. 715-1 CPI.

La marque collective de certification est une marque déposée dans un but d'intérêt général qui assure aux consommateurs une garantie de qualité, sans nécessairement indiquer l'origine de fabrication.

Compte tenu de sa fonction de certification, il existe des règles spécifiques à la marque collective de certification.

Régime juridique de l'enregistrement de la marque collective de certification :

- elle ne peut être déposée que par une personne morale qui n'est ni fabricant, ni importateur, ni vendeur des produits ou services désignés. Par ailleurs, la marque peut porter sur un signe de qualité régi par le code de la consommation ou le code rural et des conditions supplémentaires peuvent affecter le déposant, qui doit alors être accrédité.

- le dépôt doit comporter, à peine de nullité, un règlement déterminant les caractéristiques (nature, propriété ou qualités) des produits ou services pour lesquels la marque pourra être utilisée. Le formulaire de dépôt « marque » contient une rubrique, à cocher par le déposant, indiquant qu'une marque collective de certification est demandée. Le déposant doit indiquer la date d'agrément de l'organisme certificateur dans le formulaire de dépôt et fournir la justification de l'agrément. Le règlement devra se conformer aux dispositions du code de la consommation relatives à la certification. Il devra être fourni en dix exemplaires.
- la marque collective de certification est en outre soumise à toutes les conditions de validité des marques individuelles, et notamment à la distinctivité du signe, les marques collectives de certification descriptives de l'origine géographique n'étant pas admises.

Le dépôt des marques collectives de certification est relativement limité, moins de 50 dépôts entre 2005 et 2008.

Annexe

Exemple de marque collective de certification

Marque semi-figurative CERTIFIE AB AGRICULTURE BIOLOGIQUE déposée par le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Direction générale de l'alimentation le 2 février 1997 pour les classes CL05 ; CL29 ; CL30 ; CL31 ; CL32 ; CL33 (renouvelée le 17/09/2007) :

C E R T I F I É



A G R I C U L T U R E
B I O L O G I Q U E
